

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205949]

10 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels et l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n°1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le Règlement (UE) n° 479/2010 de la Commission du 1^{er} juin 2010 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les communications des Etats membres à la Commission dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.6, D8 à D.10, D.17, D.164, D.195 et D.196;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels;

Vu l'arrêté du 29 août 2013 du Gouvernement wallon relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le rapport du 27 août 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 17 septembre 2015;

Vu l'avis 58.367/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 5^o, 6^o et 11^o sont remplacés par ce qui suit :

« 5^o le producteur : l'agriculteur au sens de l'article D.3, 4^o, du Code wallon de l'Agriculture, qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une unité de production laitière;

6^o l'unité de production laitière : l'unité de production au sens de l'article D.3, 35^o, du Code wallon de l'Agriculture, à partir de laquelle du lait est livré à un ou plusieurs acheteurs;

11^o l'acheteur agréé : l'acheteur qui dispose d'un agrément en cours de validité délivré en vertu de l'article 3/1; »;

b) au 10^o, les mots "et/ou" sont abrogés;

c) au 10^o, le a) est complété par le mot "ou";

d) au 12^o, les mots "du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante" sont remplacés par les mots "du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année."

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots "payée par un acheteur agréé ayant des locaux sur le territoire de la Région wallonne, au sens de l'article 23, § 2, b, du Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers" sont remplacés par les mots "collectée en Belgique et payée par un acheteur agréé, à l'exclusion des acheteurs possédant un agrément équivalent à celui donné par le Ministre visés à l'article 3/1."

Art. 3. Dans le chapitre II, section première, du même arrêté, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. § 1^{er}. Un acheteur agréé :

1° a la qualité de commerçant et dispose d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;

2° a son siège social en Région wallonne;

3° tient à jour :

a) la comptabilité "matière" comprenant au minimum les données suivantes pour chaque producteur dont il a collecté du lait à partir d'une unité de production laitière située en Belgique :

1) le nom et l'adresse du producteur;

2) la quantité totale en litres et les taux moyens de matière grasse et de protéines du lait livré par le producteur chaque mois et depuis le début de la période définie à l'article 1^{er}, 12°;

3) le cas échéant, au sein des quantités totales de lait visées au 2), les quantités de lait livrées dans le cadre d'un contrat négocié par une organisation de producteurs reconnue au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers et dont le producteur est membre;

b) les registres et documents en relation avec la comptabilité "matière", qui sont consultables à tout moment par l'administration au siège social ou dans un endroit à convenir avec l'administration;

4° transmet à l'administration, selon les instructions de celle-ci et avant le vingtième jour du mois suivant celui au cours duquel les livraisons ont eu lieu, la quantité totale en litres collectée chez l'ensemble des producteurs ainsi que les taux moyens de matière grasse et de protéines correspondants.

5° transmet à l'administration, selon les instructions de celle-ci et avant la fin du mois qui suit la période définie à l'article 1^{er}, 12° :

a) pour chaque producteur, son nom, son adresse, la quantité totale en litres collectée pendant la période ainsi que les taux moyens de matière grasse et de protéines correspondants;

b) pour l'ensemble des producteurs, la quantité totale en litres collectée pendant la période ainsi que les taux moyens de matière grasse et de protéines correspondants;

c) pour chaque organisation de producteurs reconnue avec laquelle il aurait négocié un contrat de livraison de lait, la quantité totale en litres collectée pendant la période chez tous les producteurs liés par ce contrat.

§ 2. Pour être agréé, un acheteur introduit une demande d'agrément auprès de l'administration avant le début de son activité d'acheteur. Cette demande contient son engagement à respecter les conditions requises au paragraphe 1^{er} ainsi que les coordonnées de contact de la personne désignée par l'acheteur.

Si l'acheteur respecte les conditions visées au paragraphe 1^{er} et à l'alinéa 1^{er}, le Ministre octroie l'agrément dans le respect des articles D.5 à D.10 du Code wallon de l'Agriculture dans les 30 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande accompagnée de toutes les pièces justificatives requises.

Un agrément dont la durée de validité de trois ans, fixée en vertu de l'article D.6, § 5, du Code wallon de l'Agriculture, arrive à terme, est renouvelé automatiquement pour trois nouvelles années si aucun contrôle de l'administration n'a mis en évidence un non-respect des conditions d'agrément par l'acheteur dans les trois mois qui précèdent l'échéance.

§ 3. Sans préjudice de l'application du Code wallon de l'Agriculture, le Ministre peut retirer l'agrément de l'acheteur lorsque :

1° le retrait est demandé par l'acheteur lui-même ou;

2° les conditions énoncées au paragraphe 1^{er} ne sont plus remplies, ou s'il s'avère que la comptabilité "matière", les registres, les documents, les décomptes ou les déclarations ont été falsifiés ou remplis de manière incomplète, délibérément ou par suite de négligence grave.

Pour l'application du 2°, l'agrément ne peut être retiré sans audition préalable de l'acheteur ou de son représentant par l'administration.

§ 4. Un acheteur possédant un agrément équivalent à celui donné par le Ministre et délivré par l'autorité flamande, est considéré être un acheteur agréé, à condition qu'il fournisse à l'administration les données relatives aux livraisons achetées à partir d'unités de production laitière située sur le territoire de la Région wallonne, visées au paragraphe 1^{er}, 3° à 5°.

Art. 4. A l'article 6, § 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "conjointement par l'organisme interprofessionnel visé au § 1^{er} et un des organismes chargés de la guidance scientifique visés à l'article 14, § 2" sont remplacés par les mots "par l'organisme interprofessionnel visé au paragraphe 1^{er}";

2° à l'alinéa 2, les mots "conjointement par les deux organismes précités" sont remplacés par les mots "par l'organisme interprofessionnel visé au paragraphe 1^{er}".

Art. 5. A l'article 14, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les a) et b) sont remplacés par ce qui suit:

« a) à organiser des tests réguliers pour comparer, sur des échantillons de mêmes teneurs, les résultats d'analyse obtenus, d'une part, selon les méthodes de référence visées à l'annexe 1, point F, 1 et, d'autre part, selon les principes des méthodes de routine visées à l'annexe 1, point F, 2, afin de vérifier le fonctionnement correct de l'appareillage utilisé pour réaliser les analyses en vue du contrôle de la composition du lait;

b) à organiser les procédures qui permettent aux organismes interprofessionnels d'étalonner régulièrement l'appareillage utilisé pour réaliser les analyses de routine en vue du contrôle de la composition du lait;"

2° le d) est abrogé.

Art. 6. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. L'acheteur agréé établit séparément le paiement du lait aux producteurs pour chacun des types de lait livrés définis à l'article 15 en respectant les modalités fixées à l'annexe 2, points A à C.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'acheteur n'est pas tenu de respecter les modalités fixées à l'annexe 2, B., points 1, 2, 4, 5 et 6 lors du paiement du lait livré dans le cadre d'un contrat négocié avec une organisation reconnue au sens du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, ci-après dénommé le Règlement (UE) n° 1308/2013, dont le producteur est membre. »

Art. 7. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. L'acheteur agréé établit les documents de paiement du lait aux producteurs en respectant les conditions fixées à l'annexe 2, D.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'acheteur n'est pas tenu de respecter les modalités fixées à l'annexe 2, D, les point 1 et 2, le point 3, b, e, i, j, l et m, et le point 4 dans le cadre d'un contrat négocié avec une organisation reconnue au sens de l'article 161 du Règlement (UE) n° 1308/2013. ».

Art. 8. Dans l'article 19, alinéa 2, du même arrêté, les mots "point C" et les mots ", moyennant l'accord des organismes interprofessionnels agréés selon le présent arrêté" sont abrogés.

Art. 9. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au titre XIII du Code wallon de l'Agriculture. »

Art. 10. Dans le chapitre V du même arrêté, il est inséré un article 20/1 rédigé comme suit :

« Art. 20/1. Conformément à l'article 17 du Code wallon de l'Agriculture, un recours contre la décision visée à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 4, est introduit auprès du Gouvernement, sous peine d'irrecevabilité, dans les trente jours suivant la notification de la décision attaquée prise en vertu de l'arrêté, dans le respect des conditions des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture.

Le Ministre statue sur le recours dans un délai de trois mois à dater du dépôt du recours.

S'il le demande, le requérant est entendu par l'administration, qui fait rapport au Ministre. ».

Art. 11. A l'annexe 1^{re} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au F.1., a., i., les mots "FIL 1D : 1996, ou la" sont remplacés par les mots "FIL-1 1D : 2010, ou sa";

2° au F. 1., b., i., les mots "ISO 8968-2/FIL 20-2 : 2001, ou la" sont remplacés par les mots "FIL 20-2 : 2001 ou sa";

3° au F. 1., c., i., les mots "FIL 108 B : 1991, ou la" sont remplacés par les mots "FIL 108 : 2009, ou sa";

4° au I., les mots "Département Qualité des Productions agricoles" sont remplacés par les mots "Département Valorisation des Productions".

Art. 12. A l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au A., 1., les mots "38,0 g/l" sont remplacés par les mots "42,00 g/l" et les mots "33,5 g/l" sont remplacés par les mots "34,00 g/l";

2° au A., 2., les mots "Prix de base du lait" sont remplacés par les mots "Prix du lait standard", le nombre "0,0380" est remplacé par le nombre "0,0420" et le nombre "0,0335" est remplacé par le nombre "0,0340";

3° au B., le 2. est remplacé par ce qui suit :

« 2. Par type de lait livré visé à l'article 15, l'acheteur agréé calcule le prix du lait standard. »;

4° au B., le 4. est remplacé par ce qui suit :

« 4. Une prime d'un montant maximal de 1,50 euros par cent litres, basée sur un ou plusieurs critères de qualité du lait cru de vache visés à l'article 4 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif au contrôle de la qualité du lait cru et à l'agrément des organismes interprofessionnels, et éventuellement sur d'autres critères de qualité liés aux résultats d'analyses effectuées sur des échantillons visés à l'article 7, § 2, peut être octroyée par l'acheteur agréé si:

a) la livraison, sur laquelle porte cette prime, n'a subi aucune des réductions de prix et retenues visées au point C;

b) cette prime est octroyée de façon non discriminatoire par l'acheteur agréé à toute livraison respectant l'ensemble des conditions d'octroi définies par cet acheteur agréé. »;

5° le B. est complété par le 6. rédigé comme suit :

« 6. D'autres primes que celles visées aux points 4 et 5 peuvent être octroyées par l'acheteur agréé à condition que ces primes soient octroyées de façon non discriminatoire par l'acheteur agréé à toute livraison respectant l'ensemble des conditions d'octroi de chaque prime définies par cet acheteur agréé. »;

6° au D.,1., les mots "au minimum une fois par mois" sont insérés entre les mots "établis" et les mots "sur la base";

7° au D.,3., a., les mots "Règlement (CE) n° 1782/2003" sont remplacés par les mots "Règlement (UE) n° 1306/2013";

8° au D.,3., b., les mots "le prix de base" sont remplacés par les mots "le prix du lait standard";

9° au D.,3., est inséré le b/1. rédigé comme suit :

« b/1. pour une durée de douze mois à partir de la date d'entrée en vigueur de cet arrêté, le prix de base du lait calculé selon la formule suivante : (prix fixé par l'acheteur agréé pour 100 kg de matière grasse multiplié par 0,0380) + (prix fixé par l'acheteur agréé pour 100 kg de protéines multiplié par 0,0335); »

10° au D. 4., a., les mots "le prix de base" sont remplacés par les mots "le prix du lait standard.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013
relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers*

Art. 13. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers, les mots "Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur, modifié par le Règlement (UE) n°261/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant modification du règlement 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers" sont remplacés par les mots "Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil".

Art. 14. Dans l'article 2 du même arrêté, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o "Règlement" : le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil; ».

Art. 15. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots "article 126bis ou de l'article 126ter" sont remplacés par les mots "article 161 et article 163".

Art. 16. Dans l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, les mots "article 126bis, 1, b), » sont remplacés par les mots "article 161, § 1^{er}, b) »;

2^o au 2^o, les mots "articles 126bis, 1. et 2., » sont remplacés par "articles 156, § 2 »;

3^o au 3^o, les mots "articles 123, 4., et 126ter, 1., » sont remplacés par les mots "articles 157 et 163, § 1^{er} ».

Art. 17. Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. L'organisation dispose, sous peine d'irrecevabilité, de trente jours à partir de la notification du refus de la reconnaissance pour faire connaître ses objections par écrit, répondant aux conditions de l'article D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture, auprès du Gouvernement, auprès du service compétent. ».

Art. 18. Dans l'article 7, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

a) ° au 3^o, les mots "articles 126ter" sont remplacés par les mots "article 157, paragraphe 3" et les mots "de l'article 177bis, § 4," sont remplacés par les mots "des articles 163 et 210, paragraphe 4";

b) au 4^o, les mots "article 177bis, § 2," sont remplacés par les mots "article 210, paragraphe 2";

c) il est complété par le 7^o rédigé comme suit :

« 7^o l'extension des règles est utilisée de manière abusive. »

Art. 19. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots "article 126quater, 2d" sont remplacés par les mots "article 149, § 2, d".

Art. 20. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots "article 185septies" sont remplacés par les mots "article 148".

Art. 21. Dans l'article 10 du même arrêté, les mots "article 185sexies" sont remplacés par les mots "article 151".

Art. 22. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre V/1, comportant les articles 10/1 à 10/2, rédigé comme suit :

« CHAPITRE V/1. — *Extension des règles et contribution financières obligatoires*

Art. 10/1. Le Gouvernement peut, à la demande d'une organisation reconnue et considérée comme représentative au sens de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, rendre obligatoires, pour une durée limitée, certains accords, certaines décisions ou certaines pratiques concertées arrêtés dans le cadre de cette organisation conformément aux articles 18 à 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015.

Art. 10/2. Dans le respect de l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, le Gouvernement peut décider que des personnes physiques ou morales non membres de l'organisation sont redevables à l'organisation de tout ou partie des contributions financières. »

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 novembre 2013 est abrogé.

Toutefois, les dossiers introduits jusqu'à la clôture des procédures de recouvrement du prélèvement relatif à la campagne 2014-2015 restent soumis aux dispositions de cet arrêté.

Art. 24. Un acheteur possédant un agrément délivré en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 est considéré être un acheteur agréé au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément des organismes interprofessionnels à condition qu'il respecte les dispositions prévues à l'article 3/1, § 1^{er} de l'arrêté du 29 janvier 2009.

L'alinéa 1^{er} est applicable pour autant que l'agrément délivré en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 a été délivré moins de 3 ans avant le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'agrément accordé en vertu de l'alinéa 1^{er} prend fin de plein droit trois ans après la délivrance de l'agrément délivré en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004, sans préjudice de l'obtention d'un nouvel agrément.

A défaut d'avoir obtenu un agrément délivré moins de 3 ans avant le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'acheteur perd son agrément au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au *Moniteur belge*.

Art. 26. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205949]

10. DEZEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse sowie zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 479/2010 der Kommission vom 1. Juni 2010 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 hinsichtlich der Mitteilungen der Mitgliedstaaten an die Kommission im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.6, D.8 bis D.10, D.17, D.164, D.195 und D.196;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Berichts vom 27. August 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 17. September 2015 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 18. November 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.367/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen.

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 5, 6 und 11 werden durch das Folgende ersetzt:

«5° Erzeuger: der Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung eine Milchproduktionseinheit verwaltet;

6° die Milchproduktionseinheit: die Produktionseinheit im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 35 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, von der aus Milch an einen oder mehrere Käufer geliefert wird;

11° der zugelassene Käufer: der Käufer, der über eine gültige gemäß Artikel 3/1 ausgestellte Zulassung verfügt;»;

b) unter Ziffer 10 wird die Wortfolge "und/" aufgehoben;

c) unter Ziffer 10 wird der Punkt a) durch den Begriff "oder" ergänzt;

d) unter Ziffer 12 wird die Wortfolge "vom 1. April bis zum 31. März des darauffolgenden Jahres" durch die Wortfolge "vom 1. Januar bis zum 31. Dezember desselben Jahres" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "die von einem zugelassenen Käufer bezahlt wurde, dessen Räumlichkeiten sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden gemäß Artikel 23 Absatz 2 Punkt b der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor" durch die Wortfolge "die in Belgien abgeholt wird und von einem zugelassenen Käufer bezahlt wird, mit Ausnahme der Käufer, die eine Zulassung besitzen, die mit der durch den Minister ausgestellten Zulassung gleichwertig ist, gemäß Artikel 3/1.»

Art. 3 - In Kapitel II erster Abschnitt desselben Erlasses wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 3/1 - § 1 - Ein zugelassener Käufer:

1° besitzt die Eigenschaft eines Gewerbetreibenden und verfügt über eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° hat seinen Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region;

3° führt:

a) die Materialbuchführung, die für jeden Erzeuger, bei dem er Milch in einer in Belgien gelegenen Milchproduktionseinheit abgeholt hat, wenigstens die folgenden Angaben umfasst:

1) Name und Anschrift des Erzeugers;

2) die in Litern gemessene Gesamtmenge und der Durchschnittsgehalt an Fettstoffen und Eiweiß der durch diesen Erzeuger jeden Monat seit Beginn des in Artikel 1 Ziffer 12 festgelegten Zeitraums gelieferten Milch;

3) gegebenenfalls unter den unter Punkt 2) angeführten Gesamtmengen an Milch die im Rahmen eines von einer anerkannten Erzeugerorganisation im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, der der Erzeuger angehört, ausgehandelten Vertrags gelieferten Milchmengen;

b) die Register und Dokumente im Zusammenhang mit der Materialbuchführung, die jederzeit von der Verwaltung am Gesellschaftssitz oder an einem mit der Verwaltung zu vereinbarenden Ort eingesehen werden können;

4° übermittelt der Verwaltung nach deren Anweisungen und vor dem zwanzigsten Tag des Monats des Monats nach dem Monat, in dem die Lieferungen stattgefunden haben, die in Litern gemessene Gesamtmenge, die bei allen Erzeugern abgeholt wurde, sowie die entsprechenden Werte des Durchschnittsgehalt an Fettstoffen und Eiweiß.

5° übermittelt der Verwaltung nach deren Anweisungen und vor Ende des Monats, der auf den in Artikel 1 Ziffer 12 festgelegten Zeitraum folgt:

a) für jeden Erzeuger dessen Name, Anschrift, die in Litern gemessene Gesamtmenge, die während des Zeitraums abgeholt wird, sowie die entsprechenden Werte des Durchschnittsgehalt an Fettstoffen und Eiweiß;

b) für die gesamten Erzeuger die in Litern gemessene Gesamtmenge, die während des Zeitraums abgeholt wird, sowie die entsprechenden Werte des Durchschnittsgehalt an Fettstoffen und Eiweiß;

c) für jede anerkannte Erzeugerorganisation, mit der er gegebenenfalls einen Vertrag über die Lieferung von Rohmilch ausgehandelt hat, die in Litern gemessene Gesamtmenge, die während des Zeitraums bei allen durch diesen Vertrag gebundenen Erzeugern abgeholt wird.

§ 2 - Um zugelassen zu werden, reicht ein Käufer vor Beginn seiner Tätigkeit in dieser Eigenschaft bei der Verwaltung einen Zulassungsantrag ein. Dieser Antrag beinhaltet seine Verpflichtung, die in Paragraph 1 festgelegten Bedingungen zu beachten, sowie die Kontaktangaben der von dem Käufer bezeichneten Person.

Beachtet der Landwirt die in Paragraph 1 und in Absatz 1 angeführten Bedingungen, gewährt der Minister die Zulassung unter Beachtung der Artikel D.5 bis D.10 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Antrags einschließlich aller erforderlichen Belege.

Eine Zulassung, die gemäß Artikel D.6 § 5 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eine Gültigkeitsdauer von drei Jahren besitzt und die endet, wird automatisch für drei weitere Jahre verlängert, insofern bei einer von der Verwaltung durchgeführten Kontrolle innerhalb von drei Monaten vor Ablauf der Zulassung keinerlei Verstoß gegen die Zulassungsbedingungen zu Lasten des Käufers festgestellt worden ist.

§ 3 - Unbeschadet der Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft kann der Minister dem Käufer die Zulassung entziehen, falls:

1° der Käufer selbst diesen Entzug beantragt, oder

2° die in Paragraph 1 angeführten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind oder festgestellt wird, dass die Materialbuchführung, die Register, die Dokumente, die Abrechnungen oder die Erklärungen gefälscht oder unvollständig ausgefüllt wurden, sei es mit Absicht oder aufgrund einer schweren Fahrlässigkeit.

Im Rahmen der Anwendung von Ziffer 2 darf die Zulassung nicht ohne vorherige Anhörung des Käufers oder seines Stellvertreters durch die Verwaltung entzogen werden.

§ 4 - Ein Käufer, der eine Zulassung besitzt, die mit der durch den Minister ausgestellten Zulassung gleichwertig ist und die von der flämischen Behörde ausgestellt worden ist, gilt als zugelassener Käufer, unter der Bedingung, dass er der Verwaltung die Angaben über die Lieferungen der Milch übermittelt, die er in den auf dem Gebiet der wallonischen Region gelegenen und in Paragraph 1 Ziffern 3 bis 5 angeführten Milchproduktionseinheiten gekauft hat.

Art. 4 - In Artikel 6 § 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "die gemeinsam von der in § 1 angeführten interprofessionellen Einrichtung und einer der in Artikel 14, § 2 angeführten mit der wissenschaftlichen Betreuung beauftragten Einrichtungen festgelegt werden" durch die Wortfolge "die von der in Paragraph 1 angeführten interprofessionellen Einrichtung festgelegt werden" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "von den beiden vorerwähnten Einrichtungen gewährleistet" durch die Wortfolge "durch die in Paragraph 1 angeführten interprofessionelle Einrichtung gewährleistet" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 14 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Punkte a) und b) werden durch das Folgende ersetzt:

«a) die Organisation regelmäßig durchzuführender Tests, um anhand von Proben mit gleichen Werten die Analyseergebnisse zu vergleichen, die einerseits nach den in Anhang 1 Punkt F 1 angeführten Referenzmethoden und andererseits nach den in Anhang 1 Punkt F 2 angeführten Routinemethoden erzielt wurden, um zu überprüfen, dass die für die Durchführung der Analysen zur Kontrolle der Milchzusammensetzung verwendeten Geräte einwandfrei funktionieren;

b) die Organisation der Verfahren, die den interprofessionellen Einrichtungen ermöglichen, die für die Durchführung der Routineanalysen zur Kontrolle der Milchzusammensetzung verwendeten Geräte regelmäßig zu kalibrieren;»

2° Punkt d) wird aufgehoben.»

Art. 6 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 16 - Der zugelassene Käufer nimmt die Zahlung der Milch an die Erzeuger für jede der in Artikel 15 definierten Milchsorten, die geliefert werden, getrennt vor. Dabei werden die in Anhang 2 Punkt A bis C angeführten Bedingungen beachtet.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Käufer nicht verpflichtet, bei der Zahlung von Milch, die im Rahmen eines Vertrags geliefert wird, der mit einer anerkannten Organisation im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates ausgehandelt wurde, die in Anhang 2 Punkt B, 1, 2, 4, 5 und 6 festgelegten Bedingungen zu beachten.»

Art. 7 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 17 - Der zugelassene Käufer stellt die Dokumente für die Zahlung der Milch an die Erzeuger unter Beachtung der in Anhang 2 Punkt D angeführten Anforderungen aus.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Käufer nicht verpflichtet, die in Anhang 2 Punkt D angeführten Anforderungen, die Punkte 1 und 2, Punkt 3, b, e, i, j, l und m sowie Punkt 4 zu beachten, falls die Milch im Rahmen eines Vertrags geliefert wird, der mit einer anerkannten Organisation im Sinne von Artikel 161 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 ausgehandelt wurde.»

Art. 8 - In Artikel 19 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge „, Punkt C“ und die Wortfolge „, vorausgesetzt, die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses zugelassenen interprofessionellen Einrichtungen erteilen ihre Zustimmung“ gestrichen.

Art. 9 - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 20 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen von Titel XIII des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.»

Art. 10 - In Kapitel V desselben Erlasses wird ein Artikel 20/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 20/1 - Gemäß Artikel 17 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird ein Einspruch gegen den in Artikel 12 § 1 Absatz 4 angeführten Beschluss bei der Regierung eingereicht, und zwar unter Gefahr der Unzulässigkeit innerhalb von 30 Tagen nach der Zustellung des auf der Grundlage des Erlasses gefassten angefochtenen Beschlusses, wobei die in den Artikeln D.15 und D.16 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnten Bedingungen zu beachten sind.

Der Minister befindet über den Einspruch innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Einreichen der Beschwerde.

Falls er dies beantragt, wird der Beschwerdeführer von der Verwaltung angehört, die dem Minister Bericht erstattet.»

Art. 11 - Anhang 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer F, 1., a., i. wird die Wortfolge "IDF 1D : 1996 oder der" durch die Wortfolge "IDF 1D : 2010 oder ihrer" ersetzt;

2° unter Ziffer F, 1., b., i. wird die Wortfolge "ISO 8968-2/IDF 20-2: 2001 oder der" durch die Wortfolge "IDF 20-2: 2001 oder ihrer" ersetzt;

3° unter Ziffer F, 1., c., i. wird die Wortfolge "IDF 108 B: 1991 oder der" durch die Wortfolge "IDF 108: 2009 oder ihrer" ersetzt;

4° unter Ziffer I. wird die Wortfolge "Abteilung Qualität der landwirtschaftlichen Produktionen" durch die Wortfolge "Abteilung Aufwertung der Produktionen" ersetzt.

Art. 12 - Anhang 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer A., 1. wird "38,0 g/l" durch "42,0 g/l" und wird "33,5 g/l" durch "34,00 g/l" ersetzt.

2° unter Ziffer A., 2. wird die Wortfolge "Grundpreis der Milch" durch die Wortfolge "Standardpreis der Milch" ersetzt und wird die Zahl "0,0380" durch die Zahl "0,0420" und die Zahl "0,0335" durch die Zahl "0,0340" ersetzt;

3° unter Ziffer B. wird der Punkt 2 durch das Folgende ersetzt:

«2. Pro Sorte gelieferter Milch nach Artikel 15 berechnet der zugelassene Käufer den Standardpreis für die Milch.»;

4° unter Ziffer B. wird der Punkt 4 durch das Folgende ersetzt:

«4. Eine Prämie in Höhe von maximal 1,50 EUR pro hundert Liter für eines oder mehrere Qualitätskriterien der Rohmilch von Kühen, die in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 über die Kontrolle der Qualität von Rohmilch und die Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen angeführt werden, und gegebenenfalls für weitere Qualitätskriterien im Zusammenhang mit den Ergebnissen der Analysen, die auf Proben durchgeführt werden gemäß Artikel 7 § 2, darf durch den zugelassenen Käufer gewährt werden, falls:

a) die Lieferung, auf die sich die Prämie bezieht, nicht Gegenstand der unter Punkt C angeführten Preisminderungen und Abzüge war;

b) diese Prämie unter Ausschluss jeder Diskriminierung durch den zugelassenen Käufer gewährt wird für jede Lieferung, die alle die durch diesen zugelassenen Käufer definierten Gewährungsbedingungen erfüllen.»;

5° Ziffer B. wird durch einen Punkt 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«6. Weitere Prämien können zusätzlich zu den in den Punkten 4 und 5 erwähnten Prämien durch den Käufer gewährt werden, unter der Bedingung, dass sie unter Ausschluss jeder Diskriminierung durch den zugelassenen Käufer gewährt werden für jede Lieferung, die alle die durch diesen zugelassenen Käufer definierten Gewährungsbedingungen erfüllen.»;

6° unter Ziffer D., 1. wird die Wortfolge "müssen auf der Grundlage" durch die Wortfolge "müssen mindestens einmal pro Monat auf der Grundlage" ersetzt;

7° unter Ziffer D., 3., a. wird die Wortfolge "Verordnung (EG) Nr. 1782/2003" durch die Wortfolge "Verordnung (EU) Nr. 1306/2013" ersetzt;

8° unter Ziffer D., 3., a. wird der Begriff "Basispreis" durch die Wortfolge "Standardpreis für die Milch" ersetzt;

9° unter Ziffer D.3. wird ein Punkt b/1. mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«b/1. für eine Dauer von zwölf Monaten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses wird der Basispreis der Milch anhand folgender Formel errechnet: (Preis des zugelassenen Käufers für 100 Kg MilCHFett multipliziert durch 0,0380) + (Preis des zugelassenen Käufers für 100 Kg Eiweiß multipliziert durch 0,0335);»

10° unter Ziffer D.4. a. wird der Begriff "Basispreis" durch die Wortfolge "Standardpreis für die Milch" ersetzt.

KAPITEL II — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013
über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse*

Art. 13 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse wird die Wortfolge "Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 261/2012 des Parlaments und des Rates vom 14. März 2012 zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates im Hinblick auf Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse" durch die Wortfolge "Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates" ersetzt;

Art. 14 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

«1° "Verordnung": die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;».

Art. 15 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 126bis oder Artikel 126ter" durch die Wortfolge "Artikel 161 und Artikel 163" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 5 § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° unter Ziffer 1 wird die Wortfolge "Artikel 126bis 1 b)" durch die Wortfolge "Artikel 126 § 1 b" ersetzt;

2° unter Ziffer 2 wird die Wortfolge "Artikel 126bis 1. und 2.," durch die Wortfolge "Artikel 156 § 2" ersetzt;

3° unter Ziffer 3 wird die Wortfolge "Artikel 123, 4., und 126ter, 1.," durch die Wortfolge "Artikel 157 und 163 § 1" ersetzt.

Art. 17 - In Kapitel II desselben Erlasses wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 5/1 - Die Organisation verfügt unter Gefahr der Unzulässigkeit über eine Frist von dreißig Tagen ab Zustellung der Ablehnung der Anerkennung, um schriftlich unter Einhaltung der in den Artikeln D.15 und D.16 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft angeführten Bedingungen bei der zuständigen Dienststelle ihren Einspruch geltend zu machen.»

Art. 18 - In Artikel 7 § 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 3 wird die Wortfolge "Artikel 126ter" durch die Wortfolge "Artikel 157 Paragraph 3" und wird die Wortfolge "von Artikel 177bis, § 4" durch die Wortfolge "der Artikel 163 und 210 Paragraph 4" ersetzt;

b) unter Ziffer 4 wird die Wortfolge "Artikel 177bis, § 2" durch die Wortfolge "Artikel 210 Paragraph 2" ersetzt;

c) er wird durch die Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° die Ausdehnung der Vorschriften wird missbräuchlich angewandt.»

Art. 19 - In Artikel 8 desselben Dekrets wird die Wortfolge "Artikel 126quater, 2d" durch die Wortfolge "Artikel 149 § 2 d" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 185septies" durch die Wortfolge "Artikel 148" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 10 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 185sexies" durch die Wortfolge "Artikel 151" ersetzt.

Art. 22 - In denselben Erlass wird ein die Artikel 10/1 und 10/2 umfassendes Kapitel V/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL V/1 — Ausdehnung der Vorschriften und obligatorische finanzielle Beiträge

Art. 10/1 - Auf Antrag einer Organisation, die anerkannt ist und im Sinne von Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände, nachstehend der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 genannt, als repräsentativ gilt, kann die Regierung für eine begrenzte Dauer bestimmte Vereinbarungen, Beschlüsse oder aufeinander abgestimmte Praktiken, die im Rahmen dieser Organisation gemäß den Bestimmungen der Artikel 18 bis 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 getroffen werden, verbindlich vorschreiben.

Art. 10/2 - Unter Beachtung von Artikel 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 kann die Regierung natürliche oder juristische Personen, die der Organisation nicht angehören, zur Zahlung eines Betrags in voller oder anteiliger Höhe der Mitgliedsbeiträge an die Organisation verpflichten.»

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 23 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2004 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, nachstehend der Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2004 genannt, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 7. November 2013, wird aufgehoben.

Die Akten, die bis Abschluss der Verfahren zur Beitreibung der Erhebung für das Wirtschaftsjahr 2014-2015 eingereicht worden sind, unterliegen weiterhin den Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses.

Art. 24 - Ein Käufer, der eine gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 ausgestellte Zulassung besitzt, gilt als zugelassener Käufer im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen unter der Bedingung, dass er die in Artikel 3/1 § 1 des Erlasses vom 29. Januar 2009 angeführten Bestimmungen einhält.

Absatz 1 ist anwendbar unter der Bedingung, dass die gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 ausgestellte Zulassung vor weniger als drei Jahren vor dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde.

Unbeschadet der Erlangung einer neuen Zulassung läuft die gemäß Absatz 1 gewährte Zulassung von Rechts wegen drei Jahre nach der Ausstellung der gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 ausgestellten Zulassung ab.

Hat er keine Zulassung erhalten, die vor weniger als drei Jahren vor dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde, verliert der Käufer seine Zulassung am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses.

Art. 25 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf den Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 26 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205949]

10 DECEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen en van het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extraheffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op Verordening nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op Verordening (EG) nr. 479/2010 van de Commissie van 1 maart 2010 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.6, D.8, D.10, D.17 tot D.164, D.195 en D.196;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het rapport van 27 augustus 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg van 17 september 2015 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op advies 58.367/4 van de Raad van State, gegeven op 18 november 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de §§ 5°, 6° en 11° worden vervangen door wat volgt :

« 5° de producent : de landbouwer in de zin van artikel D.3, 4° van het Waalse Landbouwwetboek die op autonome wijze, voor eigen profijt en rekening een landbouwbedrijf beheert;

6° de melkproductie-eenheid : de melkproductie-eenheid bedoeld in artikel D.3, 35°, van het Waalse Landbouwwetboek, vanaf welke melk aan één of meerdere kopers geleverd wordt;

11° de erkende koper : de koper die over een geldige erkenning beschikt, die verleend is krachtens artikel 3/1; »,

b) in 10° worden de woorden "en/" opgeheven.

c) in 10° wordt a) aangevuld door het woord "of"

d) in 12° worden de woorden "van 1 april tot 31 maart van het volgende jaar" vervangen door de woorden "van 1 januari tot 31 december van hetzelfde jaar. »

Art. 2. In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "betaald door een erkende koper die lokalen heeft op het grondgebied van het Waalse Gewest, in de zin van artikel 23, § 2, b, van Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten" vervangen door de woorden "die in België opgehaald wordt en die betaald wordt door een erkende koper, met uitzondering van de kopers die beschikken over een erkenning gelijkwaardig aan de erkenning toegekend door de in artikel 3/1"bedoelde Minister."

Art. 3. In hoofdstuk II, afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 3/1. § . Een erkende koper :

1° heeft de hoedanigheid van handelaar en beschikt over een bedrijfsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen;

2° heeft zijn maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest;

3° zorgt voor de bijwerking van :

a) de "stofboekhouding" die minstens de volgende gegevens bevat voor elke producent bij wie hij melk opgehaald heeft vanaf een in België gelegen melkproductie-eenheid :

1) de naam en het adres van de producent;

2) de totale hoeveelheid in liters en de gemiddelde gehalten aan vetstoffen en eiwit van de melk die maandelijks en vanaf het begin van de in artikel 1, 12°, bedoelde periode door de producent geleverd wordt;

3) in voorkomend geval, onder de totale melkhoeveelheden bedoeld in 2), de melkhoeveelheden geleverd in het kader van een contract onderhandeld door een erkende producentenorganisatie in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten en waarvan de producent lid is;

b) de registers en documenten in verband met de "stofboekhouding" die elk ogenblik door het bestuur geraadpleegd kunnen worden bij de maatschappelijke zetel of in een met het bestuur overeen te komen plaats;

4° bezorgt het bestuur volgens de instructies van bedoeld bestuur en voor de twintigste dag van de maand volgend op de maand waarin de leveringen plaatsgevonden hebben, de totale hoeveelheid in liters die bij het geheel van de producenten opgehaald is alsook de gemiddelde overeenstemmende gehalten aan vetstoffen en eiwit.

5° bezorgt het bestuur volgens de instructies van bedoeld bestuur en voor de twintigste dag van de maand volgend op de in artikel 1, 12°, bedoelde periode :

a) voor elke producent, zijn naam, zijn adres, de totale hoeveelheid in liters die tijdens de periode is opgehaald, alsook de gemiddelde overeenstemmende gehalten aan vetstoffen en eiwit;

b) voor het geheel van de producenten, de totale hoeveelheid in liters die tijdens de periode is opgehaald, alsook de gemiddelde overeenstemmende gehalten aan vetstoffen en eiwit;

c) voor elke erkende producentenorganisatie waarmee hij een contract voor de levering van melk zou hebben onderhandeld, de totale hoeveelheid in liters die tijdens die periode bij alle producenten gebonden met dit contract opgehaald is.

§ 2. Om erkend te worden, dient een koper voor het begin van zijn activiteit als koper een erkenningsaanvraag bij het bestuur in. Deze aanvraag omvat zijn verbintenis om de in § 1 vereiste voorwaarden na te leven alsook de personalia van de door de koper aangewezen persoon.

Indien de koper de in § 1 en in het eerste lid bedoelde voorwaarden naleeft, kent de Minister de erkenning met inachtneming van de artikelen D.5 tot D.10 van het Waalse Landouwwetboek toe binnen 30 werkdagen na ontvangst van de aanvraag samen met alle vereiste bewijsstukken.

Een erkenning waarvan de geldigheidsduur van drie jaar, die overeenkomstig artikel D.6, § 5, van het Waalse Landouwwetboek is bepaald, verstrijkt, wordt automatisch voor drie jaar hernieuwd indien geen controle van het bestuur heeft gewezen op een niet-naleving van de erkenningsvoorwaarden door de koper binnen drie maanden voor het verstrijken.

§ 3. Onverminderd de toepassing van het Waalse Landbouwwetboek kan de Minister de erkenning van de koper intrekken wanneer :

1° de intrekking door de koper zelf wordt gevraagd of;

2° wanneer de in § 1 bedoelde voorwaarden niet meer vervuld worden of indien blijkt dat de "stofboekhouding", de documenten, de afrekeningen of de afgiften vervalst zijn of bewust of door ernstige nalatigheid onvolledige wijze zijn ingevuld.

Voor de toepassing van 2° mag de erkenning niet ingetrokken worden zonder een voorafgaandelijk verhoor van de koper of van zijn vertegenwoordiger door het bestuur.

§ 4. Een koper die beschikt over een erkenning gelijkwaardig aan degene toegekend door de Minister en afgegeven door de Vlaamse overheid, wordt als een erkende koper beschouwd op voorwaarde dat hij de gegevens betreffende de leveringen gekocht vanaf melkproductie-eenheden gelegen in het Waalse Gewest, zoals bedoeld in § 1, 3° tot 5°, aan het bestuur overmaakt. »

Art. 4. Artikel 6, § 3, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "gezamenlijk worden bepaald door de in § 1 bedoelde interprofessionele instelling en één van de in artikel 14, § 2, bedoelde instellingen" vervangen door de woorden "worden bepaald door de in § 1 bedoelde interprofessionele instelling";

2° in het tweede lid worden de woorden "gezamenlijk gewaarborgd door beide bovenvermelde instellingen" vervangen door de woorden "gewaarborgd door de in § 1 bedoelde interprofessionele instelling".

Art. 5. Artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de punten *a)* en *b)* worden vervangen door wat volgt :

"a) regelmatige testen te organiseren, om, op monsters van hetzelfde gehalte, de gehaalde analyseresultaten, enerzijds, volgens de in bijlage 1, punt F, 1, bedoelde referentiemethodes, en anderzijds, volgens de beginselen van de routinemethoden bedoeld in bijlage A, punt F, 2, te vergelijken waardoor de juiste werking van de gebruikte apparatuur voor de uitvoering van analyses met het oog op de controle op de samenstelling van melk gecontroleerd kan worden;

b) procedures te organiseren, waardoor de interprofessionele instellingen regelmatig de gebruikte apparatuur kunnen iken voor de uitvoering van routineanalyses met het oog op de controle op de samenstelling van melk; »;

2° *d)* wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De betaling van de melk aan de producenten wordt door de erkende koper afzonderlijk vastgesteld voor elk soort geleverde melk bepaald in artikel 15 overeenkomstig de in bijlage 2, punten A tot C bepaalde modaliteiten.

In afwijking van het eerste lid hoeft de koper de modaliteiten niet naleven die bepaald zijn in bijlage 2, B., punten 1, 2, 4, 5 en 6 en tijdens de betaling van de melk geleverd in het kader van een contract onderhandeld met een organisatie die erkend is in de zin van Verordening nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, hierna Verordening (EU) nr. 1308/2013 genoemd, en waarvan de producent lid is. »

Art. 7. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De erkende koper stelt de documenten voor de betaling van melk aan de producenten op met inachtneming van de in bijlage 2, D, bepaalde voorwaarden.

In afwijking van het eerste lid moeten de modaliteiten die bepaald zijn in bijlage 2, B., punten 1 en 2, punt 3, b, e, i, j, l en, en punt 4 in het kader van een contract onderhandeld met een organisatie erkend in de zin van artikel 161 van Verordening (EU) nr.1308/2013 niet door de koper nageleefd worden. »

Art. 8. In artikel 19, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "punt C" en de woorden, "mits de toestemming van de krachtens dit besluit erkende interprofessionele instellingen" opgeheven.

Art. 9. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel XIII van het Waals Landbouwwetboek. »

Art. 10. In hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt een artikel 20/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 20/1. Overeenkomstig artikel 17 van het Waalse Landbouwwetboek wordt een beroep tegen de in artikel 12, § 1, vierde lid, bedoelde beslissing op straffe van onontvankelijkheid bij de Regering ingediend binnen dertig dagen na betekening van de krachtens het besluit genomen betwiste beslissing met inachtneming van de artikelen D.15 en D.16 van het Waalse Landbouwwetboek.

De Minister beslist over het beroep binnen een termijn van drie maanden na de indiening van het beroep.

Indien hij erom verzoekt wordt de aanvrager door het bestuur gehoord, dat verslag uitbrengt aan de Minister. »

Art. 11. In Bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt F, 1a., i. worden de woorden "FIL 1D : 1996, of de" vervangen door de woorden "FIL-1 1D 2010 of zijn";

2° onder F, 1., b., i. worden de woorden "ISO 8968-2/FIL 20-2 : 2001, of zijn " vervangen door de woorden "FIL 20-2 : 2001 of ";

3° onder F, 1., c., i. worden de woorden "FIL 108 B : 1991, of zijn " vervangen door de woorden "FIL 108 2009 of zijn";

4° onder I worden de woorden "Departement "Qualité des Productions agricoles"" vervangen door de woorden "Departement "Valorisation des Productions".

Art. 12. In Bijlage 2 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in A 1, worden de woorden "38,0 g/l" vervangen door " 42,00 g/l" en worden de woorden "33,5 g/l" vervangen door de woorden " 34,00 g/l";

2° in A. 2 worden de woorden "Basisprijs van de melk" vervangen door de woorden "Standaardprijs van de melk"; het getal "0,0380" wordt vervangen door het getal "0,0420" en het getal "0,00335" wordt vervangen door het getal "0,0340";

3° in B wordt 2 vervangen als volgt :

« 2. Per soort geleverde melk, bedoeld in artikel 15, berekent de erkende koper de standaardprijs van de melk. »;

4° in B wordt 4 vervangen als volgt :

« 4. Een premie van maximum 1,50 euro per honderd liter, gegrond op één of meer kwaliteitscriteria van rauwe koemelk, bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 1,50 december 4 de controle van de kwaliteit van de rauwe melk en de erkenning van de interprofessionele organismen en eventueel op andere kwaliteitscriteria gebonden aan de resultaten van de analyses verricht op de in artikel 7, § 2, bedoelde monsters, mag toegekend worden door de erkende koper indien :

a) de levering waarop deze premie betrekking heeft, geen prijsverminderingen en inhoudingen bedoeld in punt C heeft ondergaan;

b) deze premie op niet-discriminerende wijze wordt toegekend door de erkende koper voor elke levering die het geheel van de toekenningsvoorwaarden bepaald door die erkende koper naleeft. »;

5° B wordt aangevuld met een punt 6, luidend als volgt :

« 6. Andere premies dan die bedoeld in de punten 4 en 5 kunnen door de erkende koper toegekend worden op voorwaarde dat deze premies op niet-discriminerende wijze door de erkende koper toegekend worden voor elke levering die het geheel van de door bedoelde erkende koper bepaalde toekenningsvoorwaarden voor elke premie naleeft. »;

6° in D.1 worden de woorden "minstens één keer per maand" ingevoegd worden tussen de woorden "betalingsdocumenten moeten" en de woorden "opgemaakt worden op grond";

7° in D. 3, a worden de woorden "Verordening (EG) nr. 1782/2003" vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 1306/2013";

8° in D.3, b wordt het woord "basisprijs" vervangen door het woord "standaardprijs";

9° in D.3 wordt een punt b/1. ingevoegd, luidend als volgt :

« b/1. voor een duur van twaalf maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dat besluit wordt de basisprijs van de melk berekend als volgt : (prijs bepaald door de erkende koper voor 100 kg vetstof vermenigvuldigd door 0,0380) + (prijs bepaald door de erkende koper voor 100 kg eiwit vermenigvuldigd door 0,035); »

10° in D. 4., a wordt het woord "basisprijs" vervangen door het woord "standaardprijs".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten

Art. 13. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten worden de woorden "Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 261/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 maart 2012 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, wat de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten betreft" vervangen door de woorden "Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad".

Art. 14. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° "Verordening" : Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad; ».

Art. 15. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt "artikel 126 bis of 126 ter" vervangen door "artikel 161 en artikel 163 ».

Art. 16. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden "in artikel 126bis, 1, b)" vervangen door de woorden "artikel 161, § 1, b";

2° in 2° worden de woorden "artikelen 126bis, 1. en 2.,)" vervangen door de woorden "artikelen 156, § 2";

3° in 3° worden de woorden "artikelen 123, 4. en 126ter, 1.," vervangen door de woorden "artikelen 157 en 163, § 1".

Art. 17. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5/1. De organisatie beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over 30 dagen na de kennisgeving van de weigering van de erkenning om haar bezwaren schriftelijk en overeenkomstig de voorschriften van de artikelen D.15. en D.16 van het Waalse Landbouwwetboek mee te delen aan de bevoegde dienst bij de Regering. »

Art. 18. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 3° worden de woorden "artikel 126ter" vervangen door de woorden "artikel 157, § 3" en worden de woorden "artikel 177bis, § 4" vervangen door de woorden "de artikelen 163 en 210, § 4";

4° in 4° worden de woorden "artikel 177bis, § 2" vervangen door de woorden "artikel 210, § 1, 2";

c) het artikel wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° de uitbreiding van de voorschriften onrechtmatig gebruikt wordt. »

Art. 19. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt "artikel 126quater, 2d" vervangen door "artikel 149, § 2, d".

Art. 20. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt "artikel 185septies" vervangen door "artikel 148".

Art. 21. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt "artikel 185sexies" vervangen door "artikel 151".

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk V/1, bevattende de artikelen 10/1 tot 10/2, ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK V/1. — Uitbreiding van de voorschriften en verplichte financiële bijdragen

Art. 10/1. De Regering kan op verzoek van een erkende organisatie die representatief wordt erkend in de zin van artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties, hierna het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 genoemd, bepaalde overeenkomsten, besluiten of onderling afgestemde feitelijke gedragingen van die organisatie voor een beperkte periode verbindend verklaren overeenkomstig de artikelen 18 tot 20 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015.

Art. 10/2. Met inachtneming van artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 kan de Regering beslissen dat de niet bij de organisatie aangesloten natuurlijke of rechtspersonen de volle financiële bijdrage of een gedeelte daarvan aan de organisatie moeten betalen. »

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, hierna het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013, wordt opgeheven.

De dossiers die ingediend worden tot de sluiting van de procedures voor invordering van de heffing betreffende de campagne 2014-2015 blijven nochtans onderworpen aan de bepalingen van dat besluit.

Art. 24. Een koper die beschikt over een erkenning toegekend krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 wordt beschouwd als een erkende koper in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen op voorwaarde dat hij de bepalingen bedoeld in artikel 3/1, § 1, van het besluit van 29 januari naleeft.

Het eerste lid is toepasselijk voor zover de krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 verleende erkenning toegekend is minder dan 3 jaar voor de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

De krachtens het eerste lid toegekende erkenning eindigt van rechtswege drie jaar na de toekenning van de erkenning toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 onverminderd de toekenning van een nieuwe erkenning.

Indien de koper geen erkenning heeft gekregen die minder dan 3 jaar voor de inwerkingtreding van dit besluit toegekend is, verliest hij zijn erkenning op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de eerste dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 26. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205932]

10 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par le décret du 3 février 2005, l'article 4, modifié par le décret du 24 octobre 2013 et le décret du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifié par le décret du 19 septembre 2002 et le décret du 10 novembre 2004, l'article 21, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, l'article 83 et l'article 87, modifié par le décret-programme du 3 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis 58.288/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes du 8 octobre 2015;

Considérant que, dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la classification actuelle s'appliquant au commerce de détail et/ou distribution de carburant (rubrique générale 50.50.) sépare les carburants liquides, à température et pression ordinaires du GPL qui est un carburant gazeux à température et pression ordinaire;

Considérant qu'à l'heure actuelle, dans le domaine des gaz utilisés comme carburants, seules les stations-services destinées à l'alimentation en gaz de pétrole liquéfié (GPL) des réservoirs des véhicules à moteur sont visées, en classe 2, à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sous la rubrique 50.50.04.;

Considérant que les impacts des installations de distribution de carburants ravitaillant les véhicules à moteur avec du gaz, autre que le gaz de pétrole liquéfié, sont aussi susceptibles d'avoir des impacts non négligeables sur l'environnement (émissions atmosphériques, risque d'explosions, nuisances dues au charroi); qu'il convient donc de les classer en classe 2 de la même manière que les stations-services destinées à l'alimentation en gaz de pétrole liquéfié des réservoirs des véhicules à moteur;

Considérant dès lors qu'il est proposé d'étendre le champ d'application de la rubrique 50.50.04 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées à toutes les installations de distribution de carburants ravitaillant les réservoirs des véhicules à moteur avec du carburant gazeux;